

La révolution sociale du Venezuela

Partage international n° 235 - Mars 2008

par Patricia Pitchon

Depuis quelques années, le Venezuela est engagé, sous l'impulsion de son président, Hugo Chavez, dans un changement en profondeur de ses structures sociales, qui ne manquera naturellement pas de se répercuter sur les plans politiques et économiques. Le but est de faire disparaître les profondes inégalités qu'avait engendrées le modèle néo-libéral longtemps dominant, en lui substituant un modèle socialiste, seul à même, selon le président, de sortir le pays de la pauvreté. Ce rejet du système ultra-libéral est en partie une réaction à la paupérisation massive des Vénézuéliens qui a suivi la fin du boom pétrolier, à la fin des années 1980 : cette paupérisation, qui frappait alors 28 % de la population, est passée à 68 % en 2003. Le monde développé a souvent du mal à mesurer la violence des chocs socio-économiques auxquels sont exposés les pays en développement, surtout quand leur prospérité ne dépend que d'un ou deux produits d'exportation, l'explosion des inégalités de revenus et l'affaiblissement des institutions sociales qu'ils provoquent inévitablement.

Luttes de pouvoir

Hugo Chavez, au pouvoir depuis 1999, a dû surmonter toute une série de crises. Pour n'en citer que quelques-unes : tentative de coup d'Etat (2002), grève dans l'industrie pétrolière (2003) qui a conduit au licenciement de 20 000 travailleurs et techniciens du secteur et à sa nationalisation, et le référendum révocatoire réclamé via une pétition par l'opposition (2004) [*ce type de vote permet de destituer un président à partir de son mi-mandat*] et qui a abouti à sa réélection. Cette victoire aurait cependant été plus solide si certains partisans de H. Chavez n'avaient envoyé les noms et numéros de carte d'identité des signataires - au grand dam de ces derniers - aux différents services de l'administration. Quand on sait que ces pétitionnaires appartiennent à la classe moyenne supérieure, qui constitue un puissant moteur pour le développement d'un pays, on espère que H. Chavez trouvera un moyen plus positif de les rallier à sa politique de rénovation.

Plus récemment, en effet, les étudiants ont été parmi les acteurs les plus actifs dans le mouvement de contestation du nouveau projet de Constitution, dans lequel ils voyaient une atteinte à la démocratie. Ils craignaient que cette réforme n'aboutisse à concentrer trop de pouvoirs entre les mains du président, notamment en l'autorisant à se représenter indéfiniment aux présidentielles ainsi qu'à nommer les candidats de son choix aux postes sensibles de l'armée et à déclarer l'état d'urgence chaque fois qu'il l'aurait jugé nécessaire, avec la suspension de toute liberté d'information qui va avec. Autre sujet d'inquiétude, la milice populaire, placée sous l'autorité directe du président et qui compte plusieurs millions d'hommes et de femmes qui s'entraînent chaque week-end au maniement des armes et disposent du pouvoir d'arrestation, qui n'est toujours pas intégrée aux forces armées. Quant aux milieux d'affaires, ils redoutent plus que tout de voir la Banque centrale perdre son indépendance.

En dépit du caractère attractif des réformes sociales figurant dans le projet de Constitution, comme la semaine de 36 heures et l'extension du bénéfice des pensions au secteur informel, les Vénézuéliens l'ont rejeté le 2 décembre 2007, même si ce fut avec une majorité de 2 %. Le président détient actuellement le contrôle de la Cour suprême et de l'Assemblée nationale, dont l'opposition est absente par suite de ses boycotts successifs des élections précédentes. Quoi qu'il en soit, la situation reste ouverte, en particulier dans la mesure où les classes supérieures sont favorables aux réformes sociales, à condition, toutefois, qu'elles ne se fassent pas au prix de la mise en place d'un Etat autoritaire.

Indicateurs importants

La grande majorité des Vénézuéliens est confrontée depuis des décennies à une forte pénurie en matière de logements et d'offre de soins ainsi qu'à la pauvreté du système éducatif. Ce sont précisément ces questions qui préoccupent H. Chavez et ses myriades de supporters, et pour lesquelles les Vénézuéliens semblent prêts à se lancer dans une multitude d'expériences sociales ; c'est d'ailleurs ce qui contribue à donner à l'atmosphère nationale son côté fiévreux et plein d'espoir, qui fait contraste avec l'alarmisme de ceux qui ont le plus à perdre. Ce qu'il y a de plus encourageant, c'est que de récentes études indiquent clairement qu'entre 2004 et 2006, les parties les plus pauvres de la société

(officiellement classées comme pauvres), 23 % de la population, et les très pauvres (15 %) ont vu leurs revenus augmenter respectivement de 13 % et de 21 % - une hausse dont a également bénéficié la classe moyenne inférieure. A quoi il faut ajouter une réduction du taux de mortalité infantile, passé de 33 ‰ en 1990 à 21 ‰ en 2005, même si cette réduction vaut pour la plupart des Etats sud-américains, indépendamment de leurs modèles de développement.

Cette augmentation des dépenses sociales a été permise par celle des revenus pétroliers, qui tutoient aujourd'hui les 60 milliards de dollars par an. La couche la plus riche de la société est passée de 4 % à 2,5 % de la population. Ce qui pourrait être dû pour partie à l'émigration, aussi bien qu'à une baisse de revenus du fait d'expropriations - certaines propriétés urbaines ont, en effet, été réquisitionnées par le gouvernement pour être affectées en partie au parc immobilier destiné aux plus démunis (ce fut le cas pour 163 immeubles à Caracas). De même, la moitié des usines ont dû fermer ces dernières années, ce qui a été pour beaucoup dans le rebond du mouvement coopératif naissant. Certaines de ces entreprises ont été reprises par leurs anciens employés.

Le mouvement coopératif

C'est ainsi qu'on assiste aujourd'hui à la montée en puissance d'un vaste mouvement de formation à la création et à la gestion de coopératives, que ce soit dans le secteur industriel ou agricole (après l'expropriation des riches propriétaires). Les agences gouvernementales ont dès le début connu des tensions avec le mouvement coopératif antérieur à H. Chavez, notamment parce que l'on accordait à ces coopératives des subventions sans s'occuper en même temps du degré de préparation et de formation technique de leurs membres. Mais les choses s'améliorent rapidement.

2005. Chavez, pressé de court-circuiter la bureaucratie, a intensifié ce mouvement coopératif au point que 40 000 coopératives ont vu le jour en 2004 et 30 000 de plus en 2005. De décembre 2004 à mai 2005, c'est plus de 250 000 étudiants qui ont suivi un enseignement en histoire, technique et management, assorti d'une formation aux valeurs citoyennes et de coopération. 195 000 d'entre eux créeront par la suite environ 7 500 coopératives. Du fait du côté novice de ces diplômés frais émoulus, il est inévitable qu'il y ait un certain nombre d'échecs, mais nul doute qu'elles seront bien plus nombreuses à tenir la

route et à se développer. Mais l'important, c'est que ce vaste mouvement social fera gagner en puissance l'ensemble de la population en instaurant un modèle qui pourrait inspirer nombre d'autres pays en développement.

Les conseils de voisinage, dont plusieurs milliers ont été créés, sont un élément clé de ce modèle. Ils permettent à beaucoup de gens de s'engager dans un processus politique qui comprend non seulement les élections locales, mais aussi la participation du plus grand nombre possible à la solution des problèmes du quartier. Il n'y a pas de moyen plus efficace d'augmenter la capacité de la population à s'investir dans la vie commune et à se sentir responsable dans le traitement des solutions aux problèmes locaux. Naturellement, ce processus peut prendre de multiples formes à mesure qu'il prend racine sur le terrain, des formes qui en sont encore, naturellement, pour la plupart, au stade expérimental. Mais il est indispensable pour faire en sorte qu'à leur tour, les pauvres et la classe moyenne inférieure se sentent parties prenantes du destin de leur pays.

Outre la formation d'un mouvement de terrain, l'instauration de conseils de voisinage représente une transformation des structures de pouvoir. Cette instauration se fait en plusieurs étapes : d'abord, mise en place d'une assemblée de taille modeste (de 200 à 400 familles environ) appartenant à une même communauté locale, qui ira inviter les gens, maison par maison, à choisir une vingtaine de personnes (une équipe de promotion), qui auront pour charge d'effectuer un recensement de la population locale et de ses divers problèmes. Ensuite, scrutin local pour désigner une douzaine de membres qui s'occuperont de tout ce qui concerne la technologie, l'éducation la sécurité, la santé, etc., ainsi que des comités exécutifs chargés du contrôle et de la gestion financière du quartier. Nombreux sont ceux qui voient dans ces conseils de voisinage les unités de base de la nouvelle société. Le Venezuela compte environ 26 millions d'habitants, pour la plupart concentrés dans les grandes villes, ce qui n'empêche pas qu'il y ait aujourd'hui plus de 15 000 conseils, ruraux et citadins - une manière efficace d'atteindre ceux qui vivent dans des communautés vulnérables et isolées généralement ignorées des politiciens de la ville. Prenons, par exemple, un petit village des Andes, situé à 3 h de route de la ville de Mérida, elle-même implantée sur les hauteurs de la chaîne au milieu d'un paysage féérique. Un fonctionnaire ayant signalé au gouvernement que ce village lointain avait déjà reçu l'assistance d'une ONG pour organiser les élections, le gouvernement a dépêché sur place des

représentants chargés d'aider les villageois à créer leur conseil, notamment en nommant les membres de l'équipe de promotion. Refus des habitants, qui leur expliquèrent qu'ils maîtrisaient la nouvelle procédure électorale et qu'ils se chargeraient eux-mêmes de désigner les membres de l'équipe et du conseil. Cet exemple illustre on ne peut mieux comment, le moment venu, l'apparition d'une nouvelle mentalité (les villageois ont pris plus d'assurance) chasse les vieilles habitudes (les responsables politiques disent à la population ce qu'elle doit faire).

Au Venezuela, il y a de nombreuses contradictions entre les structures bureaucratiques archaïques et les nouvelles, plus dynamiques ; elles coexistent pour le moment dans un climat de tension. Les révolutions sociales se font rarement dans la discipline, elles suscitent parfois des inquiétudes légitimes. Mais les myriades d'expérimentations politiques, économiques et sociales, qui donnent au pays son atmosphère d'effervescence, représentent une alternative aux

politiques précédentes qui ont toutes échouées à satisfaire les besoins fondamentaux de la majorité de la population.

Références : www.venezuelanalysis.com ; www.eluniversal.com ; [latinobarometro](http://latinobarometro.org) ; CEPAL ; Unicef ; FAO ; <http://voa-news.com> ; Radio Nacional de Venezuela, Informe Mundial Human Rights Watch para Venezuela ; *The New Co-operative Movement in Venezuela's Bolivarian Re-volution* by Camila Pineiro Harnecker.

Vénézuela **Auteur** : Patricia Pitchon, autrefois journaliste au quotidien colombien El Tiempo. Aujourd'hui basée à Londres, elle est journaliste indépendante. Egaleme nt psychologue, elle travaille avec les réfugiés.

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : [Divers](#) ()